

Constance Mutimukeye  
Porte-parole de la Campagne RwandanLivesMatter en France



@RwLivesmatter



<https://m.facebook.com/rwandanlivesmatter/?ref=bookmarks>

<https://www.rwandanlivesmatter.site>

Emmanuel Macron  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55 Rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris, France

Lettre Ouverte au président français Emmanuel Macron à la suite de l'invitation de son homologue rwandais Paul Kagame au sommet du G7 renouvelé.

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous afin de vous interpellier au sujet de l'invitation que vous avez adressé au président rwandais Paul Kagame au sommet du G7 renouvelé dont l'objectif est de lutter contre les inégalités.

Nous sommes un groupement d'associations sans but lucratif présentes dans la plupart des pays du G7 et dont la préoccupation principale est le respect des libertés fondamentales au Rwanda.

Nos associations sont composées essentiellement de jeunes d'origine rwandaise vivant en exil depuis de nombreuses années et qui sont aujourd'hui ressortissants français, belges, américains, britanniques et même canadiens.

La mission de notre campagne RwandanLivesMatter que nous menons depuis le 28 juin 2019 est de signifier aux autorités rwandaises et à la communauté internationale dont la France que chaque vie rwandaise a un sens et que de ce fait elle ne peut pas continuer à être ôtée en toute impunité et ce pour quelque motif que ce soit.

C'est la raison pour laquelle nous vous interpellons en votre qualité de président du prochain sommet du G7 à Biarritz car un des objectifs de la formule renouvelée du G7 étant de lutter contre les inégalités, il nous semble opportun que vous puissiez également avoir l'occasion de soutenir des initiatives ayant pour objectif de rendre sa valeur à chaque vie humaine et plus particulièrement, dans un des pays invités à ce sommet inédit, à savoir le Rwanda.

Pour la grande majorité des Rwandais, les bénéfices du développement écologique ou de la transformation numérique passent malheureusement au second plan étant donné qu'elle vit dans un climat de peur permanent.

Une peur d'être tué, enlevé, de ne pas revoir un proche parti faire une course, ou encore d'être arrêté, torturé ou tout simplement terrorisé pour avoir osé critiquer les actions du gouvernement. **Pour nous cela constitue la première des inégalités, celle d'être privé des droits fondamentaux.**

Les autorités rwandaises représentées par le président Paul Kagame que vous vous apprêtez à mettre prochainement une nouvelle fois à l'honneur ont un bilan particulièrement alarmant en matière du respect des droits humains à tel point qu'il devient de plus en plus difficile de trouver les mots pour décrire la situation. En se limitant au **seul mois de juillet 2019 les victimes connues** sont

- 2 hommes portés disparus : Eugène NDEREYIMANA, responsable local du parti politique FDU-Inkingi de madame Victoire Ingabire et Constantin Tuyishimire, journaliste du média rwandais TV1. Pour ce dernier, la police rwandaise a avancé qu'il aurait traversé la frontière vers l'Ouganda. Cette même frontière est minutieusement gardée par l'armée et la police rwandaise comme le montre le décès d'une femme enceinte de 37 ans, Elizabeth MUKARUGWIZA, le 27 mars 2019, décédée en fuyant la police qui souhaitait l'empêcher d'aller faire ses courses en Ouganda.

- 2 hommes prisonniers (Un anonyme dans le District de Rulindo et Eric Bucyabwitwejo, 20 ans dans le District de Bugesera), ont été abattus par la police rwandaise et sont décédés sur le coup. Menottés ils auraient tenté de s'échapper.
- 3 corps sans vie ont été retrouvés par les citoyens rwandais dans leur voisinage (un anonyme dans le District de Muhanga, Denis Nshimiyimana toujours à Rulindo et un anonyme dans le district de Kigali).
- Le 08 et le 09 juillet 2019, plus de 10 prisonniers auraient été abattus par les gardiens de la prison lors d'une manifestation à la prison de Mageragere dans laquelle les détenus demandaient des conditions de vie endurables. Le chiffre avancé serait de 16 personnes et à eux s'ajoute une cinquantaine des prisonniers qui ont été battus sévèrement pour avoir organisé la manifestation, parmi eux Sadiki HABIMANA est décédé à la suite des coups reçus.

La liste non exhaustive des victimes établissant le bilan macabre des autorités rwandaises depuis le 19 Juillet 1994 est consultable sur ce site : <https://www.rwandalivesmatter.site>.

Il est primordial que les autorités rwandaises autorisent les organismes internationaux qui promeuvent la défense des droits humains à mener des enquêtes indépendantes pour faire la lumière sur les cas révélés et plus globalement sur l'état des droits de l'Homme au Rwanda.

Nous nous demandons comment le président rwandais Paul Kagame peut participer ou aider les autres nations à lutter **contre les inégalités quand il échoue tous les jours dans son propre pays**, en ayant échoué depuis 25 ans à instaurer un état de droit qui protège ses citoyens, mettant au contraire en place un système au sein duquel les inégalités ne font qu'accroître années après années.

Monsieur le Président de la République française, vous n'avez cessé de rappeler votre souhait de voir une diaspora africaine prendre des initiatives et s'engager à vos côtés dans des actions concrètes pour l'Afrique. C'est ce que nous faisons avec notre campagne RwandanLivesMatter, notre ambition pour l'Afrique est de redonner sa valeur à la vie africaine que tant de dictatures ont réduit à néant.

Notre espoir pour l'Afrique est que chaque citoyen du continent puisse mener une vie conforme à la dignité humaine au cours de laquelle ses droits fondamentaux seront respectés comme c'est le cas pour la grande majorité de citoyens des pays du G7. **C'est cette égalité que nous visons.**

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de notre plus haute considération.

Constance Mutimukeye  
Porte-parole de la campagne RwandanLivesMatter en France

Fait à Paris le 08/08/2019

Copies pour information :

Au ministre des Affaires Etrangères  
Au Président du Sénat français  
Au Président de l'Assemblée Nationale